



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://fr.ufpweb.org/spip.php?article2859>

« Mais que diable allait-il faire dans cette galère ? »

- Articles de presse - Articles -



Cet article, paru chez nos partenaires de CIESMA, est très actuel. Il revient sur le sens à donner à l'opération militaire menée par les français et les mauritaniens contre une base d'Al Qa'ida au Nord du Mali. Mais pourquoi donc la Mauritanie serait-elle devenue la cible privilégiée d'Al Qa'ida ? Que se cache-t-il derrière l'expédition franco-mauritanienne, menée en territoire malien ce jeudi 22 juillet 2010, puis qualifiée par le ministre de l'intérieur, Mohamed Ould Boilil, « d'opération militaire exemplaire », alors que l'otage français Michel Germaneau, enlevé le 22 avril 2010 au Niger, n'a toujours pas été retrouvé ? Que peuvent bien signifier les termes employés officiellement qui ont clairement défini cette attaque comme relevant d'une opération préventive à celle d'une offensive supposée du réseau AQMI contre la Mauritanie ? Quels sont ces "objectifs mauritaniens" qui seraient visés : l'attaque d'une garnison militaire, comme à Tourine ou d'autres types de cibles, par exemple, l'Aéroport de Nouakchott, des infrastructures pétrolières, etc. ? Ce qui serait une grande première ?

Sur tous les sites mauritaniens, africains et européens, les articles défilent sans que les journalistes ne s'interrogent sur le sens de l'opération décrite, comme s'il était devenu normal de propulser le pays aux mille dunes au centre de la lutte internationale contre le terrorisme, comme s'il était désormais devenu banal, pour les services de sécurité et les militaires mauritaniens de faire de temps en temps des incursions-commando chez leurs voisins, avec l'aide des services français et américains, et avec les meilleures justifications du monde ?

L'attaque aurait été menée à partir de la Mauritanie vers le nord du Mali et la participation française a été présentée comme un appui "technique et logistique" de la France à une "opération antiterroriste" de la Mauritanie contre Al Qa'ida au Maghreb Islamique (AQMI). Le pays du million de poètes, avec à sa tête un Général, élu démocratiquement, aurait donc décidé de prendre l'initiative de partir, comme cela, à l'assaut d'une nébuleuse, qui se résume sur le terrain à un groupe sans base fixe ? Et cela avant que cette bande armée ne mette en oeuvre une offensive contre la Mauritanie, qu'elle aurait envisagée pour le 28 juillet (date avancée par les autorités mauritaniennes) ?

Hier encore, le pouvoir mauritanien dialoguait avec les salafistes pendant que l'espace public bruissait des échos des séminaires, rencontres et débats autour des thèmes du "retour au bercail des frères égarés" ou de "l'Islam contre l'islamisme"... Bien que depuis, des condamnations ont été prononcées à l'encontre de membres d'organisations terroristes, on constate que le mouvement impulsé, notamment par l'irruption dans l'espace public du parti islamiste modéré Tawassoul, tend plutôt à l'évitement entre les parties prenantes qu'à l'affrontement direct. Ce contexte rend illisible l'attitude du pouvoir mauritanien, face à la réaction française.

En effet, comment comprendre, sinon comme une maladresse, le choix des autorités françaises, qui n'ont trouvé d'autre stratégie que de communiquer sur l'opération en se réfugiant derrière l'armée mauritanienne ? Il est vrai qu'en l'absence d'une réelle légitimité de l'action du commando international de lutte contre le terrorisme, désormais installé sur les terres mauritaniennes, il semble difficile pour les autorités militaires partenaires de communiquer en toute transparence. Mais, la libération d'un homme de 78 ans, malade et injustement détenu, nous semble un objectif suffisamment noble et courageux, pour transcender toutes les précautions politiciennes et toute critique de l'opinion ou des médias.

A défaut de pouvoir accepter l'alibi de la protection de l'otage, voyons là une tentative de camoufler l'échec d'une opération, sans doute inédite, mais assurément, contre-productive. L'otage français Michel Germaneau est détenu par la Katiba de Abdelhamid Abou Zeïd, groupe décrit comme "brutal et violent". C'est cette brigade de l'Aqmi qui avait assassiné l'otage britannique, Edwin Dyer, en juin 2009. Une autre brigade, la Katiba de Belmokhtar, détient deux otages espagnols, alors que des négociations sont en cours pour leur libération. Quelle réaction peut-on prévoir, de la part de ces fanatiques, dans ce contexte qui nie désormais toute possibilité de dialogue ?

Que gagne la Mauritanie à compromettre l'élan d'une négociation qui la mettrait à l'abri de troubles internes (ralentir le

« Mais que diable allait-il faire dans cette galère ? »

mouvement de recrutement salafiste) et pouvait apporter à terme une garantie de sécurité pour les étrangers sur son territoire ? Que gagne la France à gaspiller les bonnes solutions que réclamait désespérément Michel Germaneau, dans son message du mois de mai dernier ? Peut-on croire à une réelle collaboration entre les pays du Sahel et l'Algérie, alors qu'il n'est un secret pour personne que leur partenariat n'est pas des plus exemplaires, notamment dans le cadre du plan Sahel pour la sécurité de la zone, concocté par les Français et appuyé par l'Union Européenne ?

En tout état de cause, quand bien même le fond de l'affaire serait que "cette galère" aurait été affrétée et barrée par la Mauritanie, suivie par une France désireuse de s'assurer de la sécurité de son citoyen, il n'en demeure pas moins que la galère est bien ensablée.

Alain Bart pour Ciesma